

RéSISTANCES

De la résistance à la Révolution

Décembre 2009. Edité par le Comité NPA d'Anglet N°1



SOMMAIRE

Edito "Tous ensemble" *page 2*

Dans les entreprises *page 3*

Répression *page 4*

LGV *page 5*

Culture, Lutte des Femmes *page 6*

Photohèque Rouge /Photothèque NPA / Mario

Pourquoi "Résistances"

Depuis plus d'un an maintenant la crise économique sert de prétexte aux classes dirigeantes pour lancer contre la classe ouvrière et l'ensemble des couches populaires des attaques sans précédent remettant en question le niveau de vie et l'emploi de millions de personnes et amputant à la hache les services publics et nombre de prestations sociales.

Ce travail de sape avait commencé bien avant la crise mais avec elle il s'est intensifié. Le patronat et le tandem Sarkozy-Fillon à sa botte n'ont plus qu'un seul mot d'ordre : faire payer la crise au monde du travail et permettre aux trusts et aux banques de conserver leurs profits, voire de les accroître. Face à cela la gauche officielle - tant politique que syndicale - est au mieux inaudible, au pire passivement complice. Malgré tout, un peu partout, dans les usines et les entreprises, les services publics, les cités HLM, les quartiers populaires, les facultés et les villages, des résistances s'organisent. Les appuyer et être, à notre modeste échelle, un trait d'union entre celles et ceux qui ne baissent pas la garde, est l'ambition de "Résistances".

Car nous sommes persuadés que c'est avec celles et ceux qui aujourd'hui tiennent bon et refusent de céder au découragement, à la démoralisation et aux désillusions que nous construirons demain tous ensemble la contre-offensive généralisée contre un patronat qui se croit depuis trop longtemps à l'abri de la colère populaire.✪

http://comite-anglet-npa.blogspot.com
contact: capnpa@orange .fr /
06 11 52 01 75

Des journées d'action à répétition...et après ?

Edito



CES DERNIÈRES SEMAINES, LES SYNDICATS, DANS L'UNITÉ OU NON, ONT APPELÉ À LA GRÈVE les postiers, les cheminots, les salariés de France Telecom, des Hôpitaux, du Pôle Emploi, de la RATP, de l'Education Nationale.. : contre les privatisations, contre les suppressions de postes, pour la défense du service public...

***De même, dans nombre d'entreprises du privé,** les travailleurs, confrontés aux fermetures d'usine, au chômage partiel, à des charges de travail de plus en plus lourdes, se battent, chacun dans leur coin, souvent le dos au mur. Dans tous les secteurs, la dégradation des conditions de travail s'accentue, avec des conséquences parfois dramatiques comme à France Telecom. Les revenus stagnent ou diminuent, le chômage augmente, et de plus en plus de familles ont des difficultés à joindre les deux bouts. La crise a bon dos et sert souvent d'alibi aux entreprises pour dégraisser et diminuer leurs effectifs ; il faut avant tout maintenir les dividendes des actionnaires !*

***L'attaque est générale et structurée mais c'est en ordre dispersé,** entreprise par entreprise, secteur par secteur, que les travailleurs, du privé comme du public, sont appelés par les directions syndicales à se défendre. Cela permet quelques succès partiels, mais trop rares. Globalement, rien n'a été obtenu sur l'essentiel des problèmes et des revendications.*

***Comme au premier semestre, cet éparpillement des luttes actuelles aboutira-t-il à quelques journées de mobilisation générale,** sciemment espacées pour laisser échapper la vapeur et éviter une vraie convergence? Les grandes confédérations, engluées dans le «dialogue social», ne mettent pas en place ce qui serait aujourd'hui nécessaire, un plan des luttes qui permette d'aller vers un mouvement d'ensemble, seul moyen d'enrayer les attaques.*

***Entre le 1er janvier et le 1er juillet, Thibault, que les travailleurs de Continental-Clairoix, Goodyear-Amiens ou Caterpillar-Grenoble n'ont pas vu pendant les conflits, a été reçu (avec Mailly, Chérèque...) huit fois à l'Elysée**. Les responsabilités sont aussi du côté des partis politiques. Le Parti Socialiste, comme d'ailleurs le Parti Communiste et le Parti de Gauche, adhérent à cette stratégie de luttes espacées, sans objectifs clairs, qui permet d'éviter ce «Tous Ensemble» dont ils ne veulent pas.*

***Pourtant, d'autres voix commencent à se faire entendre, qui mettent en cause cette stratégie.** Dans la manifestation du 22 octobre à Paris, appelée par les fédérations du secteur privé de la CGT et par Solidaires, un cortège combatif s'est constitué autour des entreprises en lutte (Continental, Mollex, Freescale ...) et d'équipes syndicales combatives (métallurgie du Nord, Ford Blanquefort, Renault Cléon...) avec des mots d'ordre comme «interdiction des licenciements, vers la grève générale...».*

***Pour le 49ème congrès de la CGT en décembre, les oppositions se sont regroupées** sur la candidature de JP Delannoy dont le texte d'appel dit en particulier* «Pour gagner, il est indispensable de construire le rapport de force nécessaire à la convergence des luttes et à la concrétisation du Tous Ensemble, dans la grève générale».

***Tel est l'enjeu, coordonner les luttes et les généraliser.** Cela ne se décrète pas mais se construit. Et pour cela c'est sur eux-mêmes que doivent compter les travailleurs, sur des assemblées générales souveraines, démocratiques, pour décider quelles actions et comment les coordonner et les généraliser.* ✪



Dans les entreprises

CHÔMAGE DANS L'AÉRONAUTIQUE APRÈS DASSAULT, TURBOMÉCA !



La direction de Turboméca a annoncé aux salariés la mise en place de mesure de chômage partiel en 2010, un à deux jours par mois, sur l'ensemble des sites français. Ce sont 4 000 salariés qui seront affectés par cette mesure sur les Pyrénées Atlantiques (Bordes et Tarnos). Cela fait suite aux mesures prises en 2009 pour compenser la baisse de charge : pas de recrutements, pas d'intérimaires, plus d'heures supplémentaires... Mesures allant jusqu'à la fermeture des sites de Bordes, Tarnos et Mézières pendant quatre jours en novembre et trois jours en décembre pour le personnel de fabrication avec obligation de prendre leurs jours de RTT et de congés à des dates imposées. L'année 2008 a vu la baisse de fabrication des moteurs d'hélicoptères, baisse confirmée en 2009 qui atteindra, selon les prévisions, le chiffre de 900 en 2010. La croissance des trois années précédentes a permis aux actionnaires de percevoir de nombreux dividendes mais pour les salariés ce sera du chômage partiel !

Chez Dassault le chômage technique d'une semaine par mois a été institué dans l'entreprise jusqu'au mois de février 2010 pour l'ensemble du personnel. Le travail est stable sur les chaînes de construction du Rafale car l'Etat, principal client, maintient ses commandes. Par contre, sur les chaînes du Falcon (aviation civile) les fréquences sont basses, une remontée des cadences est prévue à la mi-2010 car le stock des avions construits à l'avance sera résorbé.

Cette situation pèse sur les salariés Dassault, rejoints aujourd'hui par ceux de Turboméca, Ils sont les premiers à payer la crise. Mais elle affecte aussi ceux des entreprises sous-traitantes qui se retrouvent amenées à fermer ou à licencier une partie de leur personnel ou à le mettre en chômage technique. Encore une fois ce sont les salariés qui subissent la crise, une crise dont ils ne sont pas responsables. Ce sont à eux que l'on demande de faire des "efforts" alors qu'il serait plus juste de demander aux actionnaires de reverser une partie des dividendes ou de ne plus en percevoir quand l'entreprise est en baisse de commandes !!! ✪

BOUCAU ACIERIE DE L'ATLANTIQUE : C'EST PAS VRAIMENT LA CRISE...

L'Aciérie de l'Atlantique (ADA) à Boucau, qui dépend du groupe espagnol CELSA, a affiché, en 2008, un chiffre d'affaire qui avoisine les 520 millions d'euros hors taxes, soit une augmentation supérieure à 4 % sur celui de l'année précédente. Et, depuis lors, la production d'acier bat son plein, au point même que la direction fait faire des heures supplémentaires le samedi aux ouvriers qui s'occupent de la manutention portuaire. Dans le même temps, CELSA met en chômage technique une partie de ses salariés de Catalogne. En 2009 ADA ne devrait pas faire de bénéfices car l'essentiel de ces derniers a été pompé par la maison mère à travers des artifices comptables.

Ce qui devrait permettre à la filiale boucalaise de ne pas verser de primes d'intéressement à ses salariés cette année. Pour les patrons il n'y a pas de petit profit... ✪

TARNOS BELTRAME LE MAIRE (PCF) AU SECOURS DU PATRON

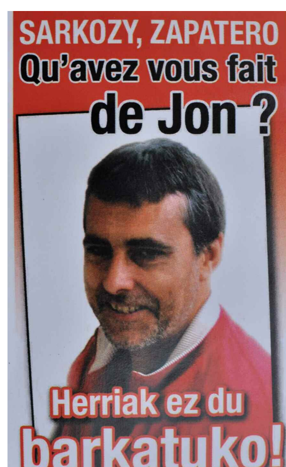
Le groupe sidérurgiste Beltrame, leader européen des laminoirs, refuse de payer à ERDF une facture de 3 millions d'euros destinée à couvrir les frais des travaux de raccordement du futur laminoir de Tarnos au



réseau électrique. Il s'agit de travaux considérables puisque cette ligne doit passer sous l'Adour entre Anglet et Tarnos. En fait son coût réel serait de 5 millions d'euros mais ERDF (c'est à dire le contribuable) aurait déjà pris 2 millions à sa charge. Henri Emmanuelli, le président PS du Conseil général des Landes, s'est étonné de l'attitude de Beltrame en rappelant que le département avait déjà octroyé un bail très avantageux au sidérurgiste en lui faisant payer un loyer très en dessous du prix du marché (encore une fois aux frais du contribuable). Quant au maire de Tarnos, Jean-Marc Lespade (PCF), il a pris fait et cause pour la direction de Beltrame en écrivant au Premier ministre, en demandant à ERDF de faire un effort et en trouvant "que dans cette affaire de facture d'électricité du laminoir, le Conseil général et la Région sont un peu mous". Bref, selon lui, ils devraient s'arranger pour contourner l'interdiction de Bruxelles de toute subvention directe aux sidérurgistes afin de donner un petit coup de pouce supplémentaire à Beltrame. Avec une gauche aussi combative le patronat peut dormir tranquille ! ✪



Où est Jon ?



Jon Anza, militant abertzale, a disparu le 18 avril dernier, au cours d'un voyage en train entre Bayonne et Toulouse. Des questions se posent : s'agit-il d'une arrestation clandestine ? D'un enlèvement ? D'un nouvel épisode de « guerre sale » comme à l'époque du GAL ? ETA a déclaré que Jon appartenait à l'organisation, et que la police le savait. Pour la gauche abertzale, il s'agit d'un enlèvement politique dont sont responsables les gouvernements espagnols et français. Selon le journal Gara, Jon aurait été séquestré par des policiers espagnols, serait mort au cours des interrogatoires et aurait été inhumé quelque part en France.

Après de nombreuses manifestations, dont celle de Saint-Jean-de-Luz le 19 septembre qui a rassemblé 2 000 personnes, un collectif s'est constitué pour exiger que lumière soit faite sur cette disparition. Face au manque de réaction des autorités françaises et espagnoles, le collectif a la volonté de mobiliser, de rompre le silence actuel. Des rencontres sont prévues au niveau hexagonal avec des journalistes, des hommes politiques, des juristes... Il s'agit de faire connaître largement la disparition de Jon Anza, et d'exiger massivement que réponse soit donnée à la question: *" Où est Jon ?".* ✪

Anglet



Logement et salle de spectacle

Après 20 mois de gestion socialiste, nous savons que la salle de spectacle ouvrira courant 2013, pour un coût de 9 millions d'euros environ. Nous n'avons rien contre la culture qui apporte détente et épanouissement à chacun. Mais nous pensons que la priorité des priorités c'est le logement, et alors là, point d'information. Aucun projet précis à l'horizon, si ce n'est celui de la plaine de Maharin, non daté, non chiffré. Actuellement le logement social représente 9 %, l'objectif est d'atteindre 12 % d'ici 2015 *(Anglet Magazine page 11).* Même en prenant en compte la difficulté de trouver et d'acheter des terrains constructibles, cette attente est beaucoup trop longue pour la population. Mais, en cas de besoin, les Angloys pourront toujours se réfugier dans la salle de spectacle.✪

Prisonniers politiques
742 basques incarcérés en Espagne et en France

Selon l'association Askatasuna d'aide aux prisonniers et à leurs familles, il y a actuellement 742 prisonniers politiques basques, dont 572 en Espagne et 170 en France. En considérant qu'environ 3 millions de personnes vivent au Pays basque les prisonniers forment donc 0,025 % de la population. A l'échelle de la France (64 millions d'habitants) et de l'Espagne (47 millions) cela représenterait respectivement 16 000 et 11 000 prisonniers politiques. Et avec la répression quasi quotidienne que subit le mouvement nationaliste basque des deux côtés des Pyrénées leur nombre ne cesse d'augmenter. Un début de solution pour faire cesser la violence et ouvrir les prisons serait pourtant tout simple : reconnaître une bonne fois pour toutes le droit du peuple basque à l'autodétermination. ✪

Un collectif unitaire
Oldartu - Lutter Ensemble

Oldartu - Lutter Ensemble est un collectif regroupant des associations, syndicats et partis politiques* et qui se veut un outil pour les luttes sociales au Pays basque, leur unité et leur efficacité. Il veut faire converger les luttes vers un mouvement d'ensemble, au travers d'initiatives communes et d'actions à partir d'une plateforme revendicative. Présenté publiquement en juin 2009 le collectif a démarré une campagne en faveur de la gratuité des transports collectifs sur le BAB. Il a aussi organisé une campagne de dénonciation des prises d'ADN en garde à vue et de soutien à un militant syndicaliste poursuivi en justice pour l'avoir refusé. Le collectif prépare par ailleurs des actions en rapport avec les quatre chapitres de sa plate-forme revendicative :

- Pour le respect des droits sociaux fondamentaux - Pour l'emploi et contre la précarité - Pour un autre modèle de production et de consommation - Pour la défense des libertés individuelles et collectives.

Peuvent adhérer à ce collectif toutes les structures et personnes en accord avec l'objectif de convergence des luttes et qui approuvent la plate-forme revendicative dont il s'est doté .

On peut entrer en contact avec le collectif par le biais d'une des structures qui le composent ou bien par *email : oldartu@gmail.com.*

**Action consommation, ATTAC, Collectif féministe contre les violences sexistes, Comité d'action de Soule, Ikasi eta Irauli–Jeune Réagis!, Segi, CNT, ELB, LAB, Solidaires, AB, Batasuna, NPA.* ✪





Transports ferroviaires

La L.G.V. mobilise... contre elle

LGV : derrière ces trois lettres se cache un vaste projet, celui de la Ligne à Grande Vitesse devant desservir le Sud Ouest. Si le tronçon entre Tours et Bordeaux devrait aboutir d'ici sept ans, son prolongement à travers le Pays basque n'est pas sans poser problèmes.

12 000 manifestants en octobre dernier, parmi lesquels bon nombre d'élus des Pyrénées Atlantiques et des Landes, ont battu le pavé bayonnais, dénonçant un projet inutile et absurde notamment en matière d'environnement. Des élus et d'autres manifestants, parmi lesquels les Angloys, ont cherché en vain leur maire, Jean Espilondo, hier encore farouche opposant à ce projet et aujourd'hui fervent défenseur de celui-ci. Une volte face dont bon nombre d'élus du Parti Socialiste sont coutumiers. Pour en revenir à la LGV quelques chiffres : 15 milliards d'euros, 10 000 emplois créés (où, quand, comment, pour combien de temps, dans ce domaine c'est le flou artistique !) mais aussi et surtout un marché fabuleux pour les grands trusts Bouygues en tête. Une nouvelle ligne pour quoi faire ? Pas pour le fret, les travaux d'agrandissement à deux fois trois voies de



Photothèque Rou

l'autoroute A 63 sont là pour prouver que les camions, de plus en plus nombreux, continueront à rouler vers l'Espagne ou de la Péninsule ibérique vers le Nord. Un projet absurde en outre puisque de nombreuses études montrent que l'actuelle ligne est tout fait capable d'absorber le surplus de trains et de convois à la condition que des travaux d'aménagement, notamment d'isolation phonique, soient réalisés, et ce pour un coût bien moindre. La mobilisation de la population suffira-t-elle ? On peut en douter dès lors que des intérêts financiers d'une telle importance sont en jeu... sauf si cette mobilisation s'amplifie et trouve des convergences avec d'autres luttes.✪

APRES LA LGV, LA LVP ?

Si l'Etat, les différentes collectivités et RFF sont prêts à dépenser des milliards d'euros pour la LGV ils ne mettent pas aussi facilement la main au portefeuille lorsqu'il s'agit de lignes d'intérêt local. C'est ainsi qu'au cours des dernières semaines un nombre impressionnant d'incidents et d'accidents ont gravement perturbé le trafic sur la ligne Bayonne-Pau. Citons, pêle-mêle, le déraillement d'un wagon contenant du butane non loin de l'hôpital d'Orthez, une rupture de rail à Mont, plusieurs affaissements successifs de la voie à Urt etc. En bref cette liaison, qualifiée par un élu régional "de ligne la plus dégradée d'Aquitaine", est devenue une LPV, Ligne à Petite Vitesse, dont certaines parties (notamment entre Puyoo et Pau) n'ont pas été modernisées depuis 40 ans. Cela fait des années que nombre de militants syndicaux cheminots mettaient en garde contre la réduction des équipes d'entretien et des crédits consacrés à la modernisation de la ligne. Sans succès..✪

Thonier basque en Somalie

Une piraterie peut en cacher une autre

LES 36 MARINS DE L'ALAKRANA, UN THONIER CONGÉLATEUR DONT LE PORT D'ATTACHE EST BERMÉO, en Pays basque sud, sont finalement rentrés chez eux sains et saufs après avoir passé 47 jours aux mains de pirates somaliens et après le paiement d'une rançon de deux millions et demi d'euros par l'armement Etchebast. On ne peut évidemment que se réjouir de cette fin heureuse. Mais cela ne doit pas faire oublier que depuis l'effondrement du gouvernement central de Somalie, en 1991, les flottes de pêche des pays de l'Union européenne, du Japon, de Corée du sud et de Russie - pour n'en citer que quelques unes - se sont précipitées vers les côtes somaliennes qui passent pour être une des zones les plus poissonneuses du monde. Et ce, bien souvent, sans respecter ni les eaux territoriales (12 miles), ni la zone économique exclusive (200 miles) et pillant ainsi, chaque année, l'équivalent du tiers de la richesse nationale d'un pays parmi les plus pauvres du monde. La piraterie somalienne, qui a d'abord été une tentative de s'opposer à ce pillage, ne doit pas nous en faire oublier une autre : celle que les pays développés encouragent contre les Somaliens. ✪





"Bien trop de femmes dans bien trop de pays parlent la même langue : le silence !"*



Un rassemblement a été organisé à Bayonne le 25 novembre dans le cadre de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes à l'appel du Collectif contre les violences sexistes Il s'agissait de rappeler que les femmes sont victimes quotidiennement de violences, violences qui perdurent dans tous les milieux sociaux ainsi que dans le milieu professionnel.

En 2008 157 femmes sont mortes sous les coups de leurs conjoints. Les associations féministes ainsi que le NPA réclament une loi-cadre contre les violences faites aux femmes (à l'instar de celle qui a été adoptée dans l'Etat espagnol) dont un projet a été élaboré par le CNDF (Centre national des droits des femmes) en 2006, projet qui englobe toutes les violences, privées et publiques, prévoit des mesures de sanction, mais aussi de prévention, d'accueil et d'accompagnement des victimes, leur protection, la garantie de revenus, le droit au séjour et l'accès au logement. Les femmes sont les premières concernées par la politique de régression sociale.

Temps partiels imposés, précarité, inégalité des salaires, retraites inférieures et discriminations par la remise en cause des annuités accordées par enfant. Avec la fermeture des centres d'IVG (diminution de 42 % de la subvention au Planning Familial), la suppression du service droit des femmes et de l'égalité, la casse de la santé publique, des services publics, de la maternelle au profit de jardins d'éveil payants pour les enfants de 2 à 4 ans, les droits des femmes sont attaqués directement par la politique de Sarkozy. ✪

Anasua Sengupta Historienne indienne

Exposition
Futur Antérieur
Le présent vu de demain

L'exposition Futur Antérieur, qui se déroule salle Ospitalea à Irissarry, en Basse Navarre, nous montre des objets familiers du 21ème siècle transformés en trouvailles archéologiques, et dévoilés par des archéologues de l'an 4000. Les nombreuses pièces exposées révèlent la vie quotidienne des populations d'autrefois au sein d'une civilisation depuis longtemps disparue : la nôtre !
Décryptage : cette exposition nous montre des objets, maquettes de notre quotidien mais vieillis et dans un état de reliques. Imaginez les commentaires des archéologues du 5ème millénaire qui découvriraient ces objets...



"Statuette d'homme avec gobelet à libation"
Terre cuite peinte

ils sont obligés de faire des suppositions quant à l'utilisation des objets, et ça donne lieu à des explications savoureuses...

Visite de l'exposition : entrée libre et gratuite au Centre d'Education au Patrimoine Ospitalea, Bourg Irissarry Ouverture du lundi au samedi : 10h-12h / 13h30-17h30 Tel : 05 59 37 97 20 et www.ospitalea.cg64.fr

L'église catholique toujours à la pointe du progrès

En juin dernier, le dénommé Marc Aillet, plus connu par son titre ronflant d'évêque de Bayonne, de Lescar et d'Oloron, avait vainement tenté de faire interdire par Didier Borotra la Gay Pride qui se déroulait à Biarritz. Il y a quelques semaines un de ses proches collaborateurs, François de Mesmay, abbé de son état et curé de Saint-André de Bayonne, a interdit aux fillettes enfants de chœur de s'approcher de l'autel pendant la messe "cette place étant exclusivement réservée aux garçons". Le même vient de récidiver en refusant son église pour un concert d'Oldarra en faveur des ikastolas.
Il se murmure dans les milieux épiscopaux que la prochaine étape sera de trouver un successeur à Pierre de Lancres qui se rendit célèbre au début du 17ème siècle en pourchassant et faisant brûler une centaine de "sorcières" en Pays basque.
Si vous êtes intéressé par ce travail qui vous permettra de réaliser pleinement vos potentialités machistes, sexistes et sadiques, écrire à l'Évêché, 9 place Vansteenberghe à Bayonne (femmes s'abstenir).. ✪

